

Pays: Suède

Commission: Jeunesse et Culture

Problématique: Quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés de l'UE?

La Suède est une démocratie parlementaire dirigée depuis le 17 octobre 2022 par une coalition qui rassemble les partis politiques de droite, à savoir Les Libéraux, les Chrétiens-Démocrates et les Modérés. Ulf Kristersson est à la tête du parti leader, les Modérés et donc notre président. Des événements marquants comme la guerre civile de Syrie (depuis 2011), le Printemps Arabe (2010-2013) ou encore la deuxième guerre civile de la Libye (depuis 2014) ont provoqué l'immigration massive de millions de personnes vers l'UE, appelé la crise migratoire du 2015. Selon ACNUR, la Suède est un des pays qui accueille par rapport à sa population le plus grand nombre de réfugiés, au total 142 207. Il faut savoir qu'elle compte avec 10 millions d'habitants face aux 84 millions de l'Allemagne ou 67 millions de la France. En outre, 55,6 mil citoyens des pays non européen représentent 54,2% des immigrés accueillis par la Suède en 2022, révélant qu'il s'agit d'un pays encore engagé avec l'immigration de masse. En effet, l'immigration mais surtout l'intégration des immigrés dans la société est une des plus grandes inquiétudes des suédois, notamment avec les remarques de notre ex-première ministre du PSD (parti social-démocrate) Magdalena Andersson: "integration of immigrant has failed, fueled gang crime" ("l'intégration des immigrés a échoué et a alimenté la criminalité des gangs").

Premièrement, il est essentiel de reconnaître que tout au long de l'histoire de l'humanité il y a toujours eu des flux migratoires, c'est-à-dire, des personnes qui traversent des frontières pour s'établir dans une nouvelle région du globe. Cependant, même s'il s'agit d'un processus naturel, l'immigration incontrôlée et parfois clandestine effectuée dans notre pays est inadmissible. Entre 1990 et 2016, une des principales routes pour rejoindre la Suède était absolument illégale, les migrants provenaient de la Turquie, la Grèce, les pays balkans et l'Allemagne, traversaient le Danemark pour finir dans notre territoire, provoquant des problèmes de sécurité et de contrôle frontalier, mais surtout en violant nos lois et nos procédures d'immigration définies dans le traité de Dublin (1990) de l'UE.

En 2015, jusqu'à 10 000 personnes par semaine arrivaient dans nos frontières pour demander l'asile. Notre pays mène des politiques généreuses, en offrant des aides de logements et favorisant les familles les plus nombreuses à travers des subventions (120€ par enfant) pour faciliter leurs vies et leurs intégrations dans notre pays. Cependant, grâce à ces aides, ces familles qui sont culturellement nombreuses n'avaient pas besoin de travailler. L'insertion professionnelle est le facteur le plus important pour l'intégration d'un individu dans la société. Or avec quelques activités illicites et les nombreuses aides que notre État leur offre, ils ont créé des communautés parallèles hors de la légalité, dans leurs quartiers, abandonnant notre société. On sait que normalement le taux de travail des migrants est toujours élevé puisque une des principales raisons pour lesquelles les personnes veulent immigrer est pour accéder à des bonnes opportunités d'emplois, surtout dans des pays où on a besoin de main d'œuvre dans la sphère professionnelle, comme dans le cas de la Suède. Cependant, si on regarde le taux d'activité de travail des immigrés en Suède, il se trouve à 15 points en moins par rapport aux autres États membres. Pour les femmes nées à l'étranger la situation est encore pire, le taux de travail des femmes qui sont nées à l'étranger est de 20 points en moins par rapport aux femmes suédoises, que ce soit par des limites culturelles ou par l'excès de subventions de l'État.

En outre, il existe une corrélation entre l'immigration et la criminalité en Suède. Puisque cette immigration a été incontrôlable tout au long des précédents gouvernements, elle provoque un impact sur l'intégration et la cohésion sociale, favorisant la création de sociétés parallèles mais aussi accentuant les actes violents et les tensions sociales. En 2021, ils se sont reproduits 335 fusillades, presque une fusillade par jour, laissant 47 morts. La création de gangs ont provoqué une vague de

violence, de crimes avec des armes à feu, de délits de haine contre des minorités comme contre nos collectifs LGTB, mais aussi des crimes de caractère sexuels. C'est ainsi que 53% des condamnés ne sont pas nés en Suède, et presque l'autre moitié restante est la première génération de fils d'immigrés nés en notre sol. Presque 90% des suspects qui ont causé des incidents violents ont une origine étrangère. En 2020, 32 des chefs de réseaux criminels les plus recherchés du pays sont issus de l'immigration. Parmi eux, 15 sont nés en Suède, mais issus de parents migrants de première génération alors que les 17 autres ont émigré pendant leur enfance.

De plus, cela a provoqué la saturation des institutions, créant une vague d'immigration pauvre et ségréguée. Les institutions telles que la police ou la justice sont absolument saturées dues à l'augmentation exponentielle des crimes.

De cette façon, notre gouvernement mène actuellement une politique beaucoup plus stricte, renforçant les sanctions des bandes criminelles dans le cadre judiciaire soit en augmentant les peines ou le prix des cautions. La diminution des subventions est une autre solution pour encourager les familles, surtout les femmes migrants, à s'intégrer dans une sphère professionnelle et ainsi avoir une indépendance économique. La nouvelle proposition de loi de l'immigration (Swedish Aliens Act 2021) change la permanence des permis d'asile en temporaire afin de baisser le nombre de demandes d'asile mais aussi de permettre rentrer aux migrants qu'ils souhaitent travailler.

La Suède ne souhaite plus de migrants, mais elle souhaite plus d'infrastructures pour se préparer aux futures générations de fils de migrants déjà présents et pour faire de notre capitale une ville plus sûre et moins conflictuelle. Et enfin, nous voulons que les migrants assistent à des formations nationales afin d'apprendre notre langue et notre culture. Nous ne voulons pas que des frontières linguistiques ou culturelles ne permettent pas l'insertion professionnelle et sociale de l'individu dans notre nation. L'assistance à ces centres de formation sera obligatoire. Cette politique a été un grand succès aux États-Unis lorsque les migrants afghans en 2022 ont migré par des raisons de sécurité et se sont installés dans plusieurs villes américaines.

Pour conclure, même si notre État a mené une politique solidaire et généreuse pendant des décennies, la politique de migration a fait faillite. Notre pays se trouve dans une situation très sérieuse et délicate. Le renforcement de nos institutions est essentiel pour la sécurité nationale et le bien-être de nos populations. La priorité de notre pays est de régler le contrôle et l'intégration des migrants. Les aides que notre pays a fournies mais aussi les politiques de l'UE ont été naïves et trop généreuses. Cela a provoqué une importante proportion de migrants qui ont opté pour créer une société parallèle qui transgresse nos cadres juridiques. Parallèlement, la coopération avec des pays voisins comme la Finlande, partageant des similitudes en termes de politiques migratoires, offre des opportunités pour une gestion plus efficace des flux migratoires au sein de l'Union européenne.

C'est ainsi que la mise en place d'une gestion équilibrée et durable est essentielle pour garantir la stabilité sociale et économique du pays tout en respectant les droits fondamentaux des migrants, avec la nouvelle loi de l'immigration ou comme nous venons de le voir avec la coopération d'autres États membres voisins.